

EzGEDAARR2024328

ARRETE MUNICIPAL N° ARR2024328
PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC
ET REGLEMENTANT LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT
A L'OCCASION D'UN DEMENAGEMENT
6 RUE CORRECTERIE
27 AOUT 2024

Le Maire de la Commune de CHABEUIL (26120),

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment ses articles L2122-1 et L2125-1,

Vu le Code de la Route,

Vu l'article L113-2 du Code de la Voirie Routière,

Vu l'article R610-5 du Code Pénal,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I – 8ème partie – signalisation temporaire), approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/1992 et modifiée par les textes subséquents,

Vu les arrêtés interministériels du 22/10/1963 et du 24/11/1967 modifiés par les arrêtés du 06/12/2011, 23/09/2015, 08/01/2016 et du 12/12/2018 relatifs à la signalisation routière,

Vu l'arrêté municipal n°ARR2022274 du 08 juillet 2022 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Bruno DUMET, 1^{er} Adjoint au Maire en charge de la sécurité, de l'administration générale, de la tranquillité, des affaires patriotiques et du personnel municipal,

Vu la demande écrite déposée le 9 août 2024 par SN ABERROUSSEL DEMECO, 12 rue du Clos du Breil, 56380 GUER, 02.97.22.04.46, demeco@aberroussel.fr, en tant que déménageur, visant à effectuer un déménagement, 6 rue Correcterie, 26120 CHABEUIL, le mardi 27 août 2024.

Considérant qu'aucune occupation du domaine public ne saurait être admise sans conditions qui permettent de respecter la liberté et la commodité de la circulation, de préserver la sécurité des usagers et des tiers, d'en assurer une utilisation conforme à sa destination et d'en garantir la conservation,

ARRETE

Article 1 :

Le demandeur est autorisé à occuper le domaine public en vue d'un déménagement, conformément à sa demande, le mardi 27 août 2024, 6 rue Correcterie, 26120 CHABEUIL.

Article 2 :

Le demandeur est autorisé à stationner sur la voie publique le temps strictement nécessaire au déménagement. Le demandeur positionnera un panneau « route barrée » à hauteur du croisement avec la rue Gustave André, Le centre-ville étant étroit d'accès, une personne accompagnant le chauffeur aura à charge de l'aider dans ses manœuvres. A défaut, le chauffeur demandera l'intervention de la Police Municipale.

Article 3 :

La mise en place, l'entretien et le retrait de la signalisation réglementaire seront à la charge et sous la responsabilité du demandeur.

Le demandeur garantira la sûreté et la commodité de passage pour les piétons.

En cas de besoin, le demandeur sera tenu de faciliter la circulation des véhicules d'intérêt général prioritaires (forces de l'ordre, sapeurs-pompiers, SAMU, etc.).

Article 4 :

Le demandeur aura la charge d'informer par affichage et/ou distribution de tracts, préalablement au début des travaux, tous les riverains pouvant être concernés par les restrictions de circulation ou de stationnement.

Article 5 :

La présente autorisation est délivrée à titre personnel, précaire et révocable et ne peut être cédée.

Les droits des tiers demeurent expressément réservés.

Le demandeur est responsable des accidents ou dommages de toute nature qui pourraient survenir lors du déroulement de l'opération ou des travaux réalisés.

En cas d'inobservation de ses clauses et conditions ou pour un motif d'intérêt général, il peut être mis fin à l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public.

Article 6 :

Les services de la Police municipale ou de la Gendarmerie nationale sont habilités à prendre toutes les mesures complémentaires nécessaires pour la sécurité de l'évènement et la protection des personnes et des biens. A ce titre, ils pourront notamment réguler la circulation routière en fonction des impératifs et faire intervenir la fourrière agréée en cas de stationnement gênant.

La violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par le présent arrêté seront constatés et poursuivis conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 7 :

Le Maire certifie sous responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, et informe que le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication :

- D'un recours administratif gracieux auprès de M. le Maire de Chabeuil
- D'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Grenoble :
 - par courrier à l'adresse suivante : 2 Place de Verdun, 38000 Grenoble
 - par le biais de l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 8 :

Le Directeur Général des Services, le responsable du service de Police municipale, le commandant de la brigade de Gendarmerie nationale de Chabeuil et le demandeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera affiché et publié, conformément aux textes en vigueur.

Fait à Chabeuil, le 13 août 2024.

Par délégation du Maire,

Bruno DUMET



1^{er} Adjoint au Maire en charge de la sécurité, de l'administration générale, de la tranquillité, des affaires patriotiques et du personnel municipal.

Affiché le

Notifié le